

M. Yewchuk: A vrai dire, quand le député de Crowfoot a changé de côté à la Chambre, le ministre était tout fier de dire qu'il était en train de consulter le député de Crowfoot à ce sujet et qu'il tiendrait compte de son avis. Si le ministre essaie de nous faire croire que le député de Crowfoot estime maintenant que les agriculteurs devraient adopter le système métrique, cela m'étonnerait, car il s'est opposé énergiquement à la conversion au système métrique lorsqu'il était de ce côté-ci de la Chambre et je ne crois pas qu'il ait changé d'avis.

Il faut donc tâcher de savoir si le gouvernement a l'intention de se servir du député de Crowfoot pour arriver à ses propres fins ou s'il s'en servira pour entendre les instances des Albertains. Nous savons, par expérience, combien Bud Olsen, par exemple, lorsqu'il siégeait au cabinet du gouvernement actuel a dû se sentir frustré parfois. Nous savons ce qui est advenu de lui une fois que le gouvernement s'en fut servi à ses propres fins. Nous savons qu'il était sensibilisé à la cause des Albertains et des agriculteurs albertains, et peut-être même des gens de l'Ouest en général. J'en suis persuadé, car je me suis déjà entretenu avec lui à plusieurs reprises. Mais il n'a pas réussi à convaincre le cabinet libéral qu'il fallait tenir compte du point de vue des agriculteurs albertains. Le cabinet libéral s'est plutôt servi de lui comme homme de paille pour imposer encore une fois ses vues aux gens de l'Ouest; et pourtant il a effectivement essayé d'expliquer en long et en large des politiques qui étaient indéfendables et inacceptables pour les gens de cette région. Alors les gens décidèrent de le limoger.

Je crois que, si le cabinet fédéral tente de se servir du député de Crowfoot pour imposer ses vues aux habitants de l'Ouest, au lieu de faire de lui une personne-ressource qui entendrait les doléances des gens de l'Ouest, on va le rejeter lui aussi, comme n'importe quel autre député qui pense pouvoir être efficace dans les rangs des libéraux. Je pense que le ministre devrait réfléchir à cette question; qu'il mette ça dans sa pipe.

M. Marchand: Mon calumet de paix.

M. Yewchuk: Oui, peut-être que s'il fumait son calumet de paix, il adopterait une attitude plus pacifique à l'endroit des agriculteurs de l'Ouest, il ferait la paix avec eux. Je pense que c'est exactement ce qu'il devrait faire durant les six mois que lui donnerait le renvoi du bill. Il devrait rencontrer les agriculteurs, fumer le calumet de paix avec eux, tenter de savoir ce qu'ils veulent et revenir nous le dire. Je suis sûr que, de retour à la Chambre, il nous dirait que le bill n'a rien de bon, qu'il faut le changer, qu'il ne se fait pas le reflet des aspirations des principaux intéressés. Remarquez bien que je dis cela en présumant que le ministre croit à la représentation démocratique. Si le ministre croit en la démocratie et s'il considère que le gouvernement doit tenir compte des désirs de la population, il devrait le dire. Jusqu'ici il ne l'a pas fait.

M. Fraser: Ce n'en sera pas facile de leur faire dire une chose pareille.

M. Yewchuk: Le gouvernement essaie d'imposer ce bill aux agriculteurs de l'Ouest, parce qu'un ministre faible—je ne dis pas qu'il est faible physiquement, mais qu'il est faible en tant

Système métrique

que ministre, parce qu'il ne défend pas les intérêts des agriculteurs—tente de se conformer aux désirs de bureaucrates qui n'ont rien d'autres en tête que l'uniformité, la monotonie, l'orthodoxie, la soumission à la règle et la domination de la population.

M. Fraser: Comment quelqu'un de Colombie-Britannique peut-il faire une chose pareille? Comprenez-vous ça, Len?

M. Yewchuk: C'est en effet difficile à croire, car la plupart des gens de Colombie-Britannique accordent un grand prix aux principes de la démocratie. Le ministre doit être l'exception à la règle. La supériorité du système métrique pour les poids et les mesures est loin d'être prouvée en ce qui concerne le secteur de la production. Il offre peut-être certains avantages aux manufacturiers, mais, lorsqu'on pense aux dépenses que représente ce bill, aux prix que cela va coûter de vouloir imposer le système métrique à tout le pays, près de 5 milliards de dollars, on est en droit de se demander pour quelle raison le gouvernement tient tant à dépenser tant d'argent pour cette conversion au système métrique, qui n'est pas souhaitable et qui ne changera rien en ce qui concerne les producteurs.

● (1150)

M. Fraser: Les choses auront la même dimension, n'est-ce pas?

M. Yewchuk: C'est exact. La dimension des fermes ne changera pas.

M. Fraser: Cinq milliards de dollars pour ne rien changer.

M. Yewchuk: Qui n'entraîneront aucun changement utile. On estime qu'il faudra 15 ans aux fabricants qui s'adonnent au commerce d'exportation pour récupérer les coûts de la conversion au système métrique.

M. Marchand: Ils économiseront un million de dollars par an.

M. Yewchuk: Oui, peut-être après 15 ans. Toutefois, j'ai fait des recherches minutieuses sur le sujet. Peut-être le ministre ne le sait-il pas, mais je tiens de source sûre qu'il faudra 15 ans aux fabricants pour récupérer le montant de leur investissement dans la conversion au système métrique, avant de pouvoir même espérer en tirer quelque avantage économique. Même après tout ce temps là, il est douteux que la conversion se révèle avantageuse.

M. Fraser: On pourra mesurer les avantages en millimètres.

M. Yewchuk: Nous imposons une note de 5 milliards de dollars à la population canadienne, qui est déjà taxée à mort. Tout le monde dans une société démocratique reconnaîtra que certains impôts sont nécessaires parce qu'il nous faut une armée, des routes, des aéroports et des services du genre, mais, au Canada, 43 p. 100 du produit national brut va déjà au secteur public. Divers gouvernements dépensent ce pourcentage du produit national brut à leurs propres fins. C'est déjà un montant dangeureusement élevé. Il est beaucoup plus élevé qu'on ne saurait l'accepter dans un régime démocratique basé sur l'entreprise privée et l'initiative personnelle.